

Rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds

Pour la période close le 30 juin 2026

Le présent rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds contient des faits saillants financiers, mais ne contient pas les états financiers intermédiaires ni les états financiers annuels du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers intermédiaires ou des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186 (sans frais), en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 40, Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne le FNB actif de services financiers mondiaux Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des Normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant) y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements.

Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans

chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification.

Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Résultats d'exploitation

Pour le semestre clos le 30 juin 2026 (la « période »), le Fonds a enregistré un rendement total de -1,8 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges, contrairement au rendement de l'indice de référence du Fonds, qui est fondé sur le rendement d'un indice ne comportant ni frais ni charges.

Au cours de la même période, l'indice de référence général du Fonds, l'indice MSCI Monde Services financiers (en CAD), a enregistré un rendement de 7,9 %. Conformément aux exigences du Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec cet indice général pour aider à la compréhension du rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché.

Les actions mondiales ont progressé au cours de la période de 6 mois, l'indice MSCI Monde (en CAD) ayant affiché un rendement de 13,4 %. Le premier trimestre a été caractérisé par de fortes variations, la crise au Moyen-Orient ayant eu des répercussions sur les prix du pétrole et provoqué de l'inquiétude chez les investisseurs. Le deuxième trimestre a marqué des progrès, l'annonce d'un accord-cadre de cessez-le-feu et d'un protocole d'entente entre les États-Unis et l'Iran ayant apaisé les craintes d'une extension régionale du conflit.

Pour la période, l'économie américaine a fait preuve de résilience, mais a connu des turbulences. La croissance a été modérée, stimulée par l'investissement des entreprises dans le matériel, les technologies et l'infrastructure d'IA, mais freinée par un ralentissement des dépenses de consommation. L'inflation est demeurée élevée, les pressions persistantes exercées sur les services incitant la Réserve fédérale américaine à demeurer prudente et limitant les possibilités de réduction des taux à brève échéance.

En Europe, bien que la croissance n'ait pas été particulièrement vigoureuse, elle s'est montrée plus durable que prévu et les dépenses publiques dans des domaines comme l'infrastructure et la défense ont donné un coup de pouce supplémentaire à l'économie. La Banque centrale européenne (la « BCE ») a haussé ses taux d'intérêt de 25 points de base en juin compte tenu de l'inflation supérieure à la cible (3,2 % contre le taux cible de 2 %) en raison du choc énergétique provoqué par le conflit au Moyen-Orient. La BCE a également relevé ses perspectives d'inflation pour cette année et l'année prochaine et a réduit ses projections de croissance.

Dans un tel contexte, le secteur de la finance a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice de référence général, compte tenu du rendement de 7,9 % de l'indice MSCI Monde Services financiers (en CAD). Sur le plan du rendement cumulatif, les banques ainsi que les compagnies d'assurance sont arrivées en tête de file. En revanche, les bourses et les sociétés de données ont fermé la marche en inscrivant des pertes dans les deux chiffres, ce qui a également été le cas pour les sociétés spécialisées dans le traitement des transactions et des paiements. Sur le plan géographique, le Canada et le Japon ont affiché les meilleures tenues au sein de l'indice, alors que les États-Unis ont accusé du retard.

Le Fonds a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice de référence au cours de la période, essentiellement en raison de la sélection des titres dans le secteur bancaire aux États-Unis, qui s'est révélé le plus performant au sein de la référence, mais qui était sous-pondéré dans le Fonds, celui-ci ayant été étant établi dans l'objectif d'offrir l'accès à un ensemble diversifié de sociétés financières. Les positions dans le secteur de l'assurance ont également accusé du retard, en raison de la sous-pondération du portefeuille du côté des courtiers d'assurance, soit le segment qui a affiché la pire performance au sein de l'industrie, et de la sélection des titres défavorable du côté des compagnie d'assurance de biens et de dommages. Les gestionnaires d'actifs alternatifs ainsi que les bourses et les sociétés de données ont également freiné le rendement.

Les placements en Europe ont apporté la plus grande contribution au rendement au cours de la période, la France, l'Italie et la Pologne ayant inscrit les meilleures performances. De manière générale, les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni ont causé le plus grande préjudice au Fonds. Parmi les différentes industries, les banques ont apporté la plus grande contribution et ont été les seules à terminer la période en territoire positif. Les sociétés spécialisées en finance et en assurance sont celles qui ont le plus pesé sur le rendement. Parmi les titres qui ont été les plus favorables au rendement, mentionnons UMB Financial Group, Euronext NV et Banca Monte Dei Paschi Siena, tandis que ceux qui lui ont le plus nui comprennent Equifax Inc., TWFG Inc. et S&P Global Inc.

Le transfert de la responsabilité du portefeuille à un nouveau gestionnaire s'est traduit par une importante rotation des titres au cours de la période. La composante allouée aux banques a été étoffée grâce à l'ajout de titres des États-Unis et d'Europe et, dans une moindre mesure, d'Australie et du Canada. Le gestionnaire a également étoffé la composante allouée aux compagnies d'assurance de biens et de dommages aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que celle des sociétés spécialisées dans le crédit à la consommation. Simultanément, le gestionnaire a réduit la composante des sociétés spécialisées dans le financement de flotte et dans le financement spécialisé. Sur le plan géographique, les changements ont donné lieu à une augmentation de pondération des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada et à une diminution de la composante allouée à la France, aux Pays-Bas et à l'Allemagne, dans une plus grande mesure.

La valeur liquidative du Fonds a diminué, passant de 15,9 millions de dollars au 31 décembre 2025 à 10,4 millions de dollars au 30 juin 2026. Cette variation s'explique par des rachats nets de 4,4 millions de dollars et par des pertes sur les placements de (1,1) million de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements porteurs de revenu.

Le Fonds peut verser de temps à autre des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement et à atteindre ses objectifs.

Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en

fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Le Fonds paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative du Fonds. Ils sont comptabilisés et calculés quotidiennement et payés chaque mois.

Charges d'exploitation

Le Fonds acquitte les frais engagés aux fins de conformité avec le Règlement 81-107, y compris la rémunération et les dépenses des membres du comité d'examen indépendant, les frais et les commissions de courtage, les frais liés à l'utilisation d'instruments dérivés, les impôts, la taxe de vente harmonisée (TVH), les retenues d'impôt et les autres taxes et impôts.

Outre les frais d'établissement du Fonds, toutes les charges liées à l'émission de parts du Fonds sont assumées par le Fonds, à moins qu'elles ne soient abandonnées ou remboursées par le gestionnaire. De plus amples renseignements sur les charges d'exploitation du Fonds sont fournis dans le prospectus du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'exploitation du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Commissions de courtage

De temps à autre, le Fonds peut conclure des opérations sur les titres en portefeuille avec Scotia Capitaux Inc. ou avec d'autres maisons de courtage liées dans lesquelles la Banque Scotia détient une participation importante (les « courtiers liés »). Ces courtiers liés peuvent toucher des commissions ou des marges dans la mesure où ces opérations sont réalisées selon des conditions comparables à celles des opérations effectuées avec des courtiers non liés.

Au cours de la période, le Fonds a versé des commissions s'élevant à 7 000 \$ à des courtiers liés.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains

cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de cinq membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter, Cecilia Mo et Jim Lampard – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Ces dernières permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue dans un conflit d'intérêts donné, pourvu qu'il se conforme aux politiques et aux procédures établies pour traiter le conflit d'intérêts en question et fasse périodiquement rapport au CEI sur la situation. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis équitablement par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent comprendre des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;

- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire n'a exécuté aucune des opérations visées par ces directives.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation, et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

Actif net par part du Fonds (\$)¹⁾

Pour la période close le	Actif net, à l'ouverture de la période	Augmentation (diminution) liée aux activités					Distributions					Actif net, à la clôture de la période ¹⁾
		Total des revenus	Total des charges	Gains réalisés pour la période	Gains latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités ²⁾	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions ³⁾	
30 juin 2026	53,16	0,88	(0,45)	5,01	(9,40)	(3,96)	(0,20)	–	–	–	(0,20)	52,00
31 déc. 2025	46,12	1,36	(0,66)	7,37	(0,73)	7,34	(0,59)	(0,01)	–	–	(0,60)	53,16
31 déc. 2024	34,17	0,94	(0,47)	5,93	6,01	12,41	(0,51)	(0,03)	–	–	(0,54)	46,12
31 déc. 2023	29,77	0,97	(0,39)	(2,47)	7,10	5,21	(0,71)	(0,02)	–	–	(0,73)	34,17
31 déc. 2022	37,41	0,68	(0,36)	(4,01)	(4,20)	(7,89)	(0,57)	(0,01)	–	–	(0,58)	29,77
31 déc. 2021	30,91	0,61	(0,29)	6,44	(0,29)	6,47	(0,29)	(0,03)	(5,36)	–	(5,68)	37,41

1) Ces renseignements proviennent des états financiers intermédiaires et des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ».

2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour une série donnée au cours de la période.

3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre de parts en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par part (\$) ¹⁾	Cours de clôture (\$) ⁵⁾
30 juin 2026	10 400	200 000	0,84*	0,84*	0,51*	118,22	52,00	52,09
31 déc. 2025	15 949	300 000	0,84	0,84	0,14	109,48	53,16	53,09
31 déc. 2024	11 529	250 000	0,84	0,84	0,11	83,78	46,12	46,06
31 déc. 2023	10 250	300 000	0,84	0,84	0,05	19,16	34,17	34,26
31 déc. 2022	14 141	475 000	0,85	0,85	0,06	29,59	29,77	29,77
31 déc. 2021	26 188	700 000	0,82	0,82	0,12	7,02	37,41	37,45

* Annualisé

1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.

2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.

3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.

- 4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.
- 5) Cours de clôture de la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable de la période.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés et calculés quotidiennement et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres, le marketing et la promotion ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autres [†] (%)
0,75	—	100,0

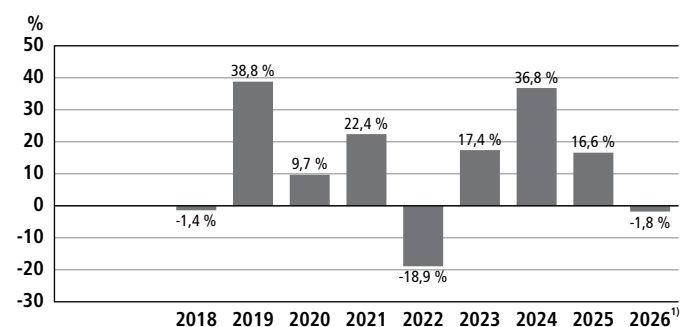
† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

Rendement passé

Les rendements passés du Fonds sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Le graphique ci-dessous présente le rendement du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Il indique, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque année civile, d'un placement effectué le premier jour de l'année civile pour cette série.



1) Semestre clos le 30 juin 2026.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca dans

les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 31 décembre, qui marque la fin de l'année civile, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	% de la valeur liquidative
Actions	98,6
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	3,0
Autres éléments d'actif (de passif) net	-1,6

Par pays / région ¹⁾	% de la valeur liquidative
États-Unis	57,1
Royaume-Uni	14,3
Canada	6,9
Suisse	6,1
France	4,7
Japon	3,4
Espagne	3,1
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	3,0
Australie	3,0

Par secteur ¹⁾²⁾	% de la valeur liquidative
Finance	94,8
Industrie	3,8
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	3,0

25 principaux titres en portefeuille	% de la valeur liquidative
U.S. Bancorp	5,8
Capital One Financial Corporation	5,5
Visa Inc., cat. A	5,3
Lloyds Banking Group PLC	4,2
BNP Paribas	4,1
Brookfield Corporation	3,8
Admiral Group PLC	3,8
Moody's Corporation	3,6
Wells Fargo & Company	3,6
Partners Group Holding AG	3,5
Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc., CAAE parrainé	3,4
Arthur J. Gallagher & Co.	3,2
Experian PLC	3,2
CME Group Inc.	3,2
Interactive Brokers Group, Inc., cat. A	3,2
London Stock Exchange Group PLC	3,1
La Banque Toronto-Dominion	3,1
Banco Santander, SA, CAAE parrainé	3,1
Charles Schwab Corporation (The)	3,0
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	3,0
National Australia Bank Limited	3,0
Progressive Corporation (The)	2,7
MasterCard Incorporated, cat. A	2,7
Chubb Limited	2,6
Ares Management Corporation	2,6

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des instruments dérivés.

2) Compte non tenu des obligations et des débiteures.